



par **Lorenzo Battisti** (Dep. International Pci e Pci de Paris)

Trump a longtemps été accusé de mettre fin à la "magique" mondialisation. En réalité, ses politiques sont le résultat des nouveaux équilibres mondiaux générés par l'émergence des Brics et en particulier par le développement économique et politique de la Chine.

## **Mondialisation et néolibéralisme : la phase unipolaire de l'impérialisme**

On a beaucoup écrit ces dernières années sur la mondialisation, souvent sous une forme enfumée. Les caractéristiques pour le décrire ont fait référence à différents éléments, tous partiels. Certains ont pris comme référence l'ouverture au commerce. D'autres ont évoqué la liberté de circulation des capitaux d'un pays à l'autre. D'autres encore la diffusion de l'information grâce aux nouvelles technologies numériques qui permettent d'être informé en un instant sur des faits lointains et de créer ainsi un "village global". Tous ces éléments, même s'ils font partie de la mondialisation, ne saisissent pas la racine du phénomène.

Je pense que la mondialisation peut être définie comme l'impérialisme dans sa phase unipolaire. Si avant la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme devait faire face à des divisions internes dues à l'émergence de l'Allemagne et du Japon nazis, après 1945, il se trouvait dans un monde bipolaire, où les puissances impérialistes, alignées derrière l'hégémonie américaine, devaient affronter la menace commune venant d'Union soviétique et des États du bloc socialiste. Une menace qui, après le succès contre les nazis, est devenue de plus en plus dangereuse à cause des succès de la montée communiste : Chine, Cuba, Vietnam, les luttes anticoloniales etc....

Avec le 1989, le monde bipolaire a pris fin et il n'y avait plus de limites à l'expansion économique et politique des puissances capitalistes, avec les États-Unis en tête. Soudain, la

moitié du monde, une prairie vierge, s'ouvre à l'invasion des capitaux étrangers. La moitié du monde qui, capitalistiquement parlant, part de zéro et représente une énorme réserve de ressources naturelles, de main-d'œuvre qualifiée et à bon marché pour délocaliser la production et augmenter les profits, ainsi que des débouchés pour des produits finis.

Sans aucune limite, sans opposants, sous la pression des États-Unis, toutes les restrictions à la circulation des biens et des capitaux ont diminué. C'était nécessaire pour tirer le maximum des nouvelles possibilités offertes par l'absence d'antagoniste. La suppression des barrières douanières et la liberté de circulation des capitaux ne sont pas des décisions neutres : les réglementations servent toujours à protéger la partie la plus faible contre la partie la plus forte. Dans ce cas, le côté fort, celui qui en a le plus profité, ce sont les États-Unis et, à un moindre degré, les autres puissances occidentales et le Japon. Des accords commerciaux apparemment neutres ont été imposés aux anciens pays coloniaux et aux anciens pays socialistes, de manière à appauvrir ces pays et à concentrer la richesse vers le centre capitaliste. La libre circulation des capitaux permet la circulation instantanée des investissements, le contrôle par l'endettement des pays cibles et, en cas de difficultés, la création de crises locales dans le cas de comportements non conformes aux attentes.

Essentiellement, la fin du bloc socialiste a libéré le capital monopolistique, lui donnant la possibilité de se déplacer autour du globe, sans limites ni contraintes, et lui donnant un avantage sur les capitaux locaux. En particulier, ce processus a profité au capital américain, celui du pays hégémonique, au détriment de celui des autres pays de ce que Samir Amin a appelé la Triade capitaliste. Cette phase unipolaire de l'impérialisme a été appelée mondialisation.

C'est ainsi que l'on peut aussi comprendre la diffusion du néolibéralisme, cet ensemble de politiques économiques visant à libérer le capital des contraintes préexistantes et à réduire la protection du travail, de l'État-providence et des services publics, qui a représenté, ces dernières décennies, le principal ennemi de la gauche néo-social-démocrate. La liberté absolue de mouvement des capitaux met en concurrence différents territoires, dans une course à la baisse du niveau de vie et au travail sans fin. Sans le contrepoids (et en même temps le danger et la menace constants) d'une alternative telle que le bloc socialiste, ces politiques sont imposées à tous les peuples du monde et ont été inscrites dans les traités qui constituent la base de l'Union européenne.

### **Trump et la fin de la mondialisation**

En lisant les journaux ces dernières années, on a assisté à une attaque unanime contre le président Trump, apparemment coupable d'avoir mis fin à la mondialisation par ses politiques néoprotectionnistes et "isolationnistes". Bref, il détruit le paradis convoité du village planétaire, promesse de prospérité et de paix entre les peuples. Bien sûr, c'était le cas pour la classe moyenne du monde, mais pour les deux tiers du monde, c'était un cauchemar qui s'est réalisé.

Comment est-il possible que la puissance américaine, celle qui a imposé la mondialisation et le libéralisme et qui en a tiré le plus grand bénéfice, mette en œuvre des politiques de démondialisation ? Est-ce la faute d'un seul homme, fou, qui, d'une manière maligne et

intelligente, a pris le pouvoir avec la collaboration des hackers russes de Poutine ?

Il est indéniable que son élection représentait une rupture avec l'alternance classique des démocrates et des républicains (ou, si vous voulez, entre les deux familles royales américaines, celle des Bush et celle des Clinton), étant un élément factice et représentant une petite bourgeoisie américaine qui souffre et qui a retiré la délégation aux deux grands partis. Mais c'est loin d'être le seul aux commandes. En fait, Trump était également soutenu par une partie de l'establishment et des patrons qui considéraient qu'une confrontation directe et immédiate avec le bloc Russie-Chine (stratégie d'Obama et de Clinton) était à ce moment-là impossible. Il fallait attendre et travailler pour diviser les deux pays, qui autrement ensemble représentent un obstacle impossible même pour les États-Unis. De ce point de vue, la sortie des États-Unis de l'OTAN, ou leur affaiblissement, représente l'offre à un Poutine de plus en plus faible et en difficulté pour se détacher de la Chine.

Mais surtout, les États-Unis doivent dissoudre leur dépendance économique vis-à-vis de la Chine. Pas tant du point de vue de la dette, aujourd'hui majoritairement détenue par les Chinois : en cas de guerre, celle-ci serait reniée et la Chine se retrouverait avec toute une montagne de paperasserie dans ses réserves. La dépendance productive (et donc technologique) et commerciale doit être plutôt dissoute. L'objectif de Trump et du bloc qui le soutient, est celui d'équilibrer le déséquilibre commercial entre les États-Unis et la Chine : les productions délocalisées dans ce pays doivent maintenant retourner sur le sol américain. En particulier, les technologies. On ne peut pas faire la guerre à ceux qui produisent presque toute leur technologie et une bonne partie des biens intermédiaires et de consommation. De plus, cette délocalisation a permis le transfert de technologie et de connaissances à l'ennemi chinois, lui permettant ainsi de progresser et de réduire le fossé technologique qui les séparait des États-Unis. Ainsi, alors que Trump fait progressivement tomber le conflit avec la Russie, le conflit avec la Chine s'intensifie, lançant une guerre commerciale dont l'objectif est de forcer les entreprises américaines à ramener la production aux États-Unis. Une fois que les États-Unis seront revenus technologiquement et productivement indépendants, et s'ils auront réussi à diviser la Chine et la Russie, les portes de la troisième guerre mondiale seront alors réellement ouvertes.

Il est clair que cette nouvelle phase de confrontation est incompatible avec la mondialisation et le néolibéralisme. L'économie doit revenir sous le contrôle de la politique, pour préparer et organiser le conflit avec la nouvelle menace qui se profile (pour le capital monopolistique américain), représentée par la Chine. Les capitaux et les marchandises ne peuvent plus circuler librement à la recherche du profit maximum, car cette anarchie a entraîné un affaiblissement de l'appareil productif et économique américain qui a été exploité par l'ennemi chinois. Il faut donc changer les règles et lever de nouvelles barrières douanières et réglementaires pour préparer la résistance à l'avancée des nouvelles puissances émergentes, anciennes colonies de l'Occident, qui n'acceptent plus un rôle subordonné au niveau mondial et de vivre dans le sous-développement mais cherchent une voie de développement indépendante et de nouvelles relations économiques et politiques équilibrées sur la scène mondiale.

Essentiellement, après être passé d'un monde bipolaire à un monde unipolaire, nous traversons aujourd'hui une phase de transition, peut-être longue et, espérons-le, sans douleur, vers un

monde multipolaire, sans pouvoir hégémonique. Un monde dans lequel la puissance impérialiste actuelle et les autres puissances qui lui sont subordonnées, comme celles d'Europe et du Japon, ont tout à perdre.

Au fond, la mondialisation et le néolibéralisme n'ont pas été vaincus par le mouvement du non global, ni même par les expériences de sécession localiste, ni par la joyeuse décroissance de la décolonisation de l'imaginaire, ni par une social-démocratie qui a été le fer de lance de ce processus ; rien n'ont pu empêcher les multitudes de cognitaires en lutte pour le Commun contre l'Empire; ce ne sont pas les formes équitables du marché, ni les expériences d'échanges éthiques avec le Sud du monde qui ont mis un terme aux politiques d'exploitation globale. Ce n'est qu'avec l'émergence des Brics, avec le défi que leur développement autonome a posé au pouvoir dominant en termes économiques et politiques, que le processus de mondialisation et de libéralisation a été inversé.

Dans tout cela, nous pouvons voir les retards de toute la gauche européenne et de nombreux communistes qui, surtout en Italie, ont considéré la politique internationale comme un élément de conversation plutôt que comme un élément central de la lutte politique. Ayant souvent abandonné la dialectique, la capacité d'identifier la contradiction principale et les tendances du développement mondial a été perdue. Pour inverser la tendance, l'accent a été mis sur une dérive néo-socialdémocratique visant à reconquérir les populations européennes à des propositions programmatiques prévoyant un rôle accru de l'Etat, sans toutefois se demander pourquoi ces politiques avaient perdu leur attractivité dans les années 1980 ou si les rapports de force mondiaux avaient une incidence sur cette évolution des positions. Cette nouvelle tendance s'accompagnait souvent d'un eurocentrisme (ou d'un occidentocentrisme) qui voyait avec hostilité la Chine (considérée comme non soutenable sur les plans éthique et politique car non démocratique) et la Russie post-Eltsine (sans voir que derrière l'autoritarisme de Poutine, la Russie a essayé de se libérer du jeu occidental et de sortir de la faim et de la misère). Les Brics étaient bien, mais seulement tant qu'ils restaient subordonnés aux Occidentaux. Ou plutôt, tant qu'ils resteraient bénéficiaires de l'aide occidentale et que leur condition de faim et de misère pouvait être utilisée pour susciter la pitié et la compassion et montrer sa stature éthico-morale. La solidarité s'est transformée en hostilité lorsque ces pays ont cherché (et en partie trouvé) leur propre voie de développement indépendante. À ce stade, l'hostilité s'exprime principalement par des réprimandes moralisatrices pour l'absence de démocratie dans ces pays. Comme si cela existait dans les pays occidentaux.

Tout cela a rendu la gauche européenne aveugle aux grands changements qui se produisaient et donc sans rapport avec la situation des travailleurs occidentaux eux-mêmes, dont la situation n'a cessé de se détériorer sans qu'il ait été possible d'organiser une résistance ou un renversement de tendance. Perdant la perspective mondiale du conflit, oubliant le vrai sens de l'internationalisme, on s'est concentré sur le plan interne, demandant tout au plus une redistribution de la richesse et une coordination avec la gauche qui reste encore de la social-démocratie. Dans tout cela, il faut reconnaître le mérite du PCI, qui représente une exception dans le panorama européen.

### **Quelques exemples**

Voici quelques exemples qui me semblent particulièrement significatifs pour indiquer ce changement de tendance des politiques actuelles.

Le processus de désindustrialisation américaine au cours des 40 dernières années est allé jusqu'à mettre en danger la production même d'armes. Comme on peut le lire dans cet article

*“En septembre dernier, le Pentagone a publié un rapport attirant l'attention sur le fait qu'un nombre croissant de composants essentiels au fonctionnement des systèmes de défense nationale sont fournis par des fabricants situés dans d'autres pays étrangers.”*

Les causes de ce phénomène sont à chercher dans les politiques de libéralisation mises en œuvre depuis la présidence Reagan

*“C'est grâce au colossal plan de réarmement de Reagan que le complexe militaro-industriel et toutes les entreprises qui y sont liées ont fini par occuper environ 600 000 travailleurs supplémentaires, tandis que l'industrie manufacturière civile a perdu quelque 1,6 million d'emplois. La plupart d'entre eux ont soudainement "réapparu" dans ces pays du tiers monde caractérisés par des taux de change déprimés (également grâce à l'impact de la crise de la dette), des salaires bas, une protection médiocre du travail et une fiscalité "joyeuse" où les industries américaines ont déplacé leurs installations de production pour échapper aux conditions prohibitives qui avaient été créées au niveau national en raison de la crise financière lancée par la Fed et la politique du dollar fort. Le phénomène, qui s'est manifesté dans sa phase initiale par la sous-traitance de la grande distribution, s'est toutefois très rapidement étendu à un certain nombre de secteurs, produisant des résultats très lourds pour le tissu manufacturier américain, tant en termes de désindustrialisation que de perte de compétences stratégiques importantes. D'autant plus que nombre des secteurs touchés par le phénomène sont au cœur de la production de guerre (...) C'est à cause de "l'érosion de l'industrie manufacturière américaine qui s'est produite ces vingt dernières années (...) que nous dépendons aujourd'hui (...) de chaînes de production extérieures" qui appartiennent très souvent à des pays pas toujours alliés des Etats-Unis, comme la République populaire de Chine, où sont fabriqués les composants électroniques et produits aluminium nécessaires au système de défense américain.”*

Et ce sont les militaires eux-mêmes qui exigent et obtiennent du président Trump l'inversion du processus de mondialisation de la production:

*“Aujourd'hui, le Pentagone appelle haut et fort à mettre un terme aux "distorsions du marché chinois, car elles risquent de faire perdre aux Etats-Unis les technologies et les capacités industrielles qui sous-tendent notre puissance militaire". Certaines mesures adoptées par l'administration Trump, à commencer par celles visant à défendre les technologies nationales et celles visant à réindustrialiser le pays (ou du moins à rapatrier des productions stratégiquement cruciales), vont sans doute dans le sens souhaité par les militaires.”*

L'influence des nouveaux équilibres mondiaux a également touché notre continent et notre pays, qui a été à l'avant-garde du processus de libéralisation, en particulier avec les gouvernements de centre-gauche (à commencer par les gouvernements Ciampi, Amato et

Prodi), qui ont démantelé le rôle de l'État dans l'économie, tant du point de vue de la propriété (avec les privatisations et la fin de l'IRI et la présence de l'Etat dans la production) que du point de vue de la régulation (avec les libéralisations, c'est-à-dire avec une réduction drastique de la régulation du marché, parmi lesquelles on se rappelle les libéralisations massives de Bersani, la réforme Fornero, le Jobs Act of Renzi).

La politique européenne, et donc la politique italienne, s'est concentrée sur la prévention de la création de monopoles ou d'oligopoles au niveau continental, ce qui réduirait la concurrence des prix sur le marché européen. Toutefois, cela a apparemment empêché la création d'entreprises européennes d'une taille telle qu'elles puissent concurrencer les entreprises américaines et chinoises, rendant ainsi les entreprises européennes des proies possibles pour de plus grands concurrents. En outre, toute participation de l'État dans ces sociétés a été empêchée.

Tout cela ne répond plus aux besoins du capital européen, à tel point que les mêmes prophètes historiques du libéralisme et de la concurrence se convertissent soudainement en âge sénile:

*"Face aux critiques de l'interdiction[des fusions européennes], les ministres allemand (Peter Altmaier) et français (Bruno Le Maire) de l'industrie, qui ont signé le 19 février le "manifeste franco-allemand pour une politique industrielle européenne pour le XXIe siècle", rejoint par les confédérations des industriels allemande et française, et des personnalités comme Romano Prodi, Guy Verhofstadt ou Angela Merkel elle-même ont pris les premières place. Même si avec des tons différents, tous espèrent l'émergence de véritables champions européens, capables de présider un marché mondial projeté vers 2030, où la présence de géants américains et de plus en plus chinois (Indiens, Coréens, Brésiliens ?) risque de générer des barrières élevées à l'entrée de concurrents extérieurs, qui peuvent aussi être très forts en innovation technologique mais pénalisés par une production et des dimensions commerciales réduites."*

La raison est vite dite :

*"Une politique de concurrence stricte, dans laquelle les intérêts des consommateurs et des utilisateurs ont toujours été au centre des préoccupations, peut-elle entrer en conflit avec une politique industrielle moderne (pas irréaliste et protectionniste) ? Lors d'un séminaire Astrid à Rome le 28 mars, Gustavo Ghidini a souligné le risque d'une hétérogénéité paradoxale des objectifs si l'antitrust européen, afin d'éviter la création de trop grandes entreprises européennes sur le marché intérieur, favorisait effectivement des scénarios dans lesquels de grands groupes non européens marginalisent même des concurrents sur le marché global et sur le marché européen lui-même."*

La cause de cette conversion n'est pas une offensive de la gauche anti-libérale, mais le défi lancé par la Chine au monopole technologique occidental.

*"Il ne faut pas oublier que, si aujourd'hui l'échec de la fusion Siemens-Alstom empêche l'émergence d'un géant ferroviaire avec un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros et 62 000 salariés, le Crrc chinois avec une importante aide étatique facture (uniquement sur son marché) 26 milliards et compte 190 000 salariés."*

Face à cette menace tombe soudain un des tabous des 40 dernières années, celui de la présence de l'Etat dans l'économie et en particulier dans le capital des entreprises privées. Ce qui, jusqu'à tout récemment, était considéré comme une violation de la concurrence à sanctionner, devient maintenant une politique à promouvoir:

*“Le 5 février, en lançant la stratégie industrielle allemande pour 2030, le ministre Altmaier est allé jusqu'à affirmer qu'en présence de défis fondamentaux pour l'économie nationale, **"l'État devrait, pendant une période limitée, pouvoir acquérir des actions dans des entreprises privées ou accorder des aides d'État pour faciliter les nécessaires fusions entre entreprises***

*”. S'il ne s'agit pas d'une dangereuse fuite en avant d'un libéral non colbertarien, c'est plutôt **un signe des temps pour redéfinir des politiques industrielles et de concurrence moins conditionnées par l'idéologie néoclassique dominante***

*, plus ouvertes à une vision schumpétérienne qui vise la recherche d'avantages concurrentiels nationaux et européens dynamiques. Une politique où le consommateur-travailleur, présent et futur, est mieux défendu s'il existe des entreprises qui créent des emplois durables parce qu'elles sont compétitives sur le marché mondial.”*

Tout autre commentaire me semble superflu. J'espère toutefois que la gauche européenne et les communistes repenseront aussi rapidement leurs erreurs des dernières décennies. Nous le devons aux travailleurs.